

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 22/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LUNOR DISTRIBUTION**

B.P. 26  
76 Rue du General de Gaulle  
76810 Luneray

Références : UDRD-2025-12-T-739  
Code AIOT : 0005802304

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement LUNOR DISTRIBUTION implanté B.P. 26 76 Rue du General de Gaulle 76810 Luneray. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite avait pour but de contrôler le respect de l'arrêté de mise en demeure du 1er juillet 2024, ainsi que de constater les actions mises en oeuvre par l'exploitant suite à la visite du 19 avril 2024. Cette visite entraine également dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance relatif au projet de ligne de production de frites précuites déposé en mai 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUNOR DISTRIBUTION
- B.P. 26 76 Rue du General de Gaulle 76810 Luneray
- Code AIOT : 0005802304
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LUNOR DISTRIBUTION appartient au groupe NAT'UP. Elle exploite un site autorisé par arrêté préfectoral du 7 avril 2008 à mener une activité de transformation de légumes (pommes de terre et betteraves).

L'installation est aujourd'hui soumise au régime de l'autorisation sous la rubrique 2750 (station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation) du fait que sa station de traitement des eaux accueille les effluents de l'entreprise voisine LUGO. Elle est également classée à enregistrement sous la rubrique 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson et appertisation) pour son activité principale.

La construction de deux tours aéroréfrigérantes et la création d'un forage prévus par l'arrêté préfectoral n'ont pas été réalisés à ce stade.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.6.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Bassins Brachy	Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 2.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Appareils à pression	AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.6.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Epandage, irrigation	Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article Annexe valorisation	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rétentions produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.5.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Système de détection automatique d'incendie	AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 2	/	Levée de mise en demeure
8	Bilan agronomique 2024	Arrêté Préfectoral du 01/07/2024, article 3	/	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté le respect des articles 2 (détection) et 3 (épandage) de l'arrêté de mise en demeure du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Concernant l'article 1er, l'exploitant n'a pas fait procéder à la requalification périodique du groupe froid « PROFROID CH PDT », constitué du récipient BITZER n° 1186502834, dans le délai prévu par la mise en demeure. Aussi, il n'est pas proposé à ce jour à M. le Préfet de lever la mise en demeure du 1er juillet 2024. Toutefois, l'exploitant ayant engagé les démarches de mise en conformité, et l'organisme habilité ayant accepté le maintien en service de l'appareil, il n'est pas proposé de suite à ce stade. L'exploitant devra fournir, sous un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées, l'attestation de requalification afférente à la dernière intervention de l'organisme.

Par ailleurs, l'exploitant a engagé la plupart des actions demandées suite à la visite du 19 avril 2024. Il est cependant à noter qu'aucun plan d'actions n'a été défini suite aux recommandations "moyens termes" émises dans le compte-rendu d'inspection des bassins de Brachy du 04/09/2019. Aussi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'engager sur un calendrier de mise en œuvre des opérations à prévoir à moyens termes sur ces bassins afin d'assurer leur stabilité dans le temps.

Enfin, la visite a également permis de faire le point avec l'exploitant sur son projet de ligne de fabrication de frites précuites. Il s'avère que le dossier nécessite des compléments relatifs a minima à la réactualisation des besoins en eau incendie et de rétention des eaux incendie.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Ressources en eau et en mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés ;</li> <li>- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</li> </ul> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par 3 poteaux incendie normalisés de 100 mm du réseau public d'incendie ayant un débit d'eau d'extinction de 360 m<sup>3</sup>/h pendant 2h.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance un compte-rendu de contrôle des hydrants du site, réalisé le 09/09/2024. Ce rapport mentionne que les poteaux ont été testés en simultané et sont en mesure de fournir le débit de 360 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Il indique également que l'hydrant n°9 est fuyard et doit être considéré comme indisponible. L'exploitant déclare que le poteau a été réparé. Il fournit par courriel du 01/12/2025 le rapport de contrôle du 04/06/2025 de l'hydrant n°9 mentionnant que celui-ci est disponible, fonctionnel et en bon état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Rétention des eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.6.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 750 m<sup>3</sup> avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique par courrier du 25 juillet 2024 que le bassin de rétention des eaux pluviales a</p>

un volume de 857m<sup>3</sup> lorsque le système d'obturateur est mis en place. Cependant, sur les photos transmises, ce bassin apparaît enherbé. L'arrêté préfectoral demande un bassin étanche aux produits collectés. L'exploitant indique lors de la visite que ce bassin n'est pas étanche. Pour mémoire, le site dispose d'un autre bassin de rétention, qui lui est étanche. Par courriel du 3 décembre 2025, l'exploitant complète sa réponse par un plan de nivellement en date du 21 novembre 2025 qui atteste que le bassin étanche de rétention a un volume de 757m<sup>3</sup>.

A l'occasion de ce constat, l'exploitant indique en séance que les Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Seine-Maritime ont été consultés dans le cadre de l'instruction de son permis de construire pour la construction d'un quai d'expédition et la fermeture du auvent du bâtiment abritant l'activité de production de frites précuites. Ils ont préconisé la mise en place d'une réserve d'eau incendie sur site de 420m<sup>3</sup>, équipée d'une plateforme d'aspiration avec 4 points d'aspiration.

L'exploitant présente également en séance une mise à jour du calcul des besoins en eau d'extinction pour le site. Ce document mentionne que les besoins ne sont plus de 360m<sup>3</sup>/h comme prévu par l'arrêté préfectoral mais de 630m<sup>3</sup>/h.

L'inspection des installations classées note que le porter à connaissance relatif au projet de frites précuites déposé le 13/05/2025 ne contient pas cette révision du calcul des besoins en eaux d'extinction du site.

Ainsi, le calcul des besoins en rétention du site est sous-dimensionné dans les dispositions de l'arrêté préfectoral du 07/04/2008 et dans le porter à connaissance du 13 mai 2025.

Une demande de compléments sur ce sujet sera formalisée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance suite à la consultation des services.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°1: Une demande de compléments sur ce sujet sera formalisée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance sur l'actualisation des besoins en eau de défense incendie et les besoins de rétention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Epannage, irrigation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article Annexe valorisation

**Thème(s) :** Risques chroniques, Epannage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024

**Prescription contrôlée :**

La société LUNOR, Coopérative agricole des producteurs de pommes de terre de la région de Luneray, dont le siège social est rue du Général de Gaulle à LUNERAY, est autorisée à valoriser en agriculture des sous-produits constituées de boues anaérobies à 8% de MS, de boues aérobies à 17% de MS amenées à 25% de MS par chaulage issues de sa station de traitement des effluents aqueux qu'elle exploite à la même adresse, des effluents liquides constitués des eaux « terreuses » traitées par voie physico-chimique, des eaux de process traitées par voie biologique, d'effluents bruts et du trop plein éventuel des eaux de refroidissement.

Compte tenu des caractéristiques agronomiques des sous-produits et effluents, le potentiel d'épandage maximal sur le parcellaire apte retenu est de 1977,83 hectares pour les boues et de 1597,4 ha pour les effluents liquides. L'étude préalable aux épandages de mars 2007 annexée à la demande d'autorisation prévoit une production annuelle de 1500 m<sup>3</sup> de boues anaérobies, 1800 tonnes de boues aérobies et 245 000 m<sup>3</sup> d'effluents liquides.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par courriel du 12 novembre 2025, les réponses aux constats de 2024 et les bilans agronomiques de 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Bassins Brachy**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 2.1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Bassins de rétention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 19/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir en toute circonstance, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

**Constats :**

Pour mémoire, les recommandations du compte-rendu de la visite technique et étude de stabilité des digues des bassins de Brachy, réalisée le 04/09/2019 étaient :

- à court terme (dans l'année) :
  - nivellement des crêtes de digues et comparaison avec le levé topographique réalisé en 2014,
  - création d'une fiche mémento d'inspection des digues,
  - réalisation par l'exploitant d'une visite tous les 2 mois sur la base de cette fiche de suivi,
  - réfection de la terre végétale le long de la fissure en crête du bassin nord.
- à moyen terme (2-3 ans)
  - fauchage de la végétation côté amont des digues et identification des secteurs atteints par l'érosion externe de batillage au niveau du talus Est du bassin nord,
  - pose d'une protection anti-batillage sur les secteurs concernés,
  - réfection du remblai au voisinage de la conduite de surverse de la digue du bassin d'eaux brutes.

Sans pouvoir justifier d'une réfection des crêtes, l'exploitant indique dans son courrier du 25 juillet 2024, qu'il ne constate plus de fissures ni d'ornières sur les digues.  
Lors de la visite, l'exploitant a présenté la fiche mémento d'inspection des digues rempli pour le mois de septembre 2025. L'exploitant a mis en place un suivi mensuel de ses digues.

Par courriel du 5 décembre 2025, l'exploitant a transmis le relevé altimétrique des bassins réalisé le jour même. L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver le levé topographique de 2014 mais sa documentation établit la hauteur de surverse pour chaque bassin. Tous les points mesurés ont une altimétrie supérieure à ces hauteurs de surverse.

Ainsi, l'exploitant a mis en œuvre l'ensemble des recommandations à prévoir à court terme.

L'exploitant n'apporte pas d'élément concernant la mise en œuvre des actions recommandées à moyen terme pour assurer la stabilité des bassins.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°2 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'engager des actions afin d'assurer la stabilité dans le temps des bassins situés à Brachy selon les recommandations formulées dans le compte-rendu de la visite technique et étude de stabilité des digues des bassins de Brachy du 04/09/2019.

L'exploitant doit mettre en œuvre sous sa responsabilité un plan d'actions pour remédier aux recommandations "moyens termes". Afin de justifier de cet engagement, il transmettra à l'inspection sous 1 mois ce plan d'actions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois



## N° 5 : Rétentions produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/04/2008, article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 19/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> <p>Dans son courrier du 25 juillet 2024, l'exploitant indique la mise en conformité du local de stockage des produits chimiques mais ne fait pas état du récipient de la zone biogaz.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté dans la zone de compression du biogaz que le récipient d'un volume de 1m<sup>3</sup> a été remplacé par un fût de 200L. Celui-ci est positionné sur une rétention de 250L. Elle est protégée des intempéries. Lors de la visite, du liquide est présent dans la rétention. Il est rappelé à l'exploitant que, si nécessaire, la rétention doit être régulièrement vidée afin de garantir sa capacité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société LUNOR DISTRIBUTION, dont le siège social est situé 76, rue du Général De Gaulle à LUNERAY (76810), est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé, <b>sous 3 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Cette prescription sera réputée satisfaite à l'échéance si l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• soit, dispose d'un plan d'inspection approuvé par un organisme habilité pour l'appareil suivant conformément à l'article 13 de l'arrêté du 20 novembre 2017 susvisé :</li></ul> <p>- bac SOREMA, constitué du récipient DENALINE n° 60885448/4 ;</p>

- soit, suit cet appareil selon le régime commun (chapitre II) de l'arrêté du 20 novembre 2017 ;
- fait procéder à la requalification périodique du groupe froid PROFROID CH PDT, constitué du récipient BITZER n° 1186502834.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'inspection du groupe froid « Bac SOREMA » constitué du récipient DENALINE n°GFF.200.325.0 de 2011 approuvé par un organisme habilité le 10 juin 2024. L'appareil est à jour des contrôles réglementaires prescrits.

Le numéro de fabrication ne correspond pas à l'appareil visé par l'arrêté de mise en demeure, aussi, l'inspection des installations classées a constaté sur le site que l'appareil exploité est bien le récipient DENALINE n°GFF.200.325.0 de 2011. L'exploitant déclare qu'il n'a pas d'autre appareil SOREMA dans l'installation.

L'exploitant est invité à mettre à jour la liste des appareils à pression du site afin d'identifier le récipient présent sur le groupe froid SOREMA par le bon numéro de fabrication.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan d'inspection du groupe froid « PROFROID CH PDT », constitué du récipient BITZER n° 1186502834, approuvé par un organisme habilité le 10 juin 2024. Il a présenté le compte-rendu d'inspection périodique du 26 avril 2024 concluant au maintien en service de l'appareil.

L'exploitant n'a pas fait procéder à la requalification périodique de l'appareil selon les dispositions de l'arrêté de mise en demeure.

Cependant, l'exploitant a engagé les démarches afin de régulariser sa situation vis-à-vis de l'arrêté de mise en demeure. Ainsi, un organisme habilité a réalisé une opération de requalification périodique le 11 décembre 2025 et a émis un compte-rendu d'intervention mentionnant que le résultat de l'opération de contrôle est satisfaisant et que l'équipement peut être remis en service. Néanmoins, l'organisme n'a pas établi à ce jour d'attestation de requalification périodique et n'a pas poinçonné la plaque de l'appareil.

Il est demandé à l'exploitant de fournir l'attestation de requalification de l'appareil dès réception et au plus tard sous 15 jours pour permettre à l'inspection de proposer la levée de la mise en demeure.

A ce stade, il n'est pas possible de lever la mise en demeure sur ce point. L'exploitant ayant engagé les démarches de mise en conformité, et l'organisme habilité ayant accepté le maintien en service de l'appareil, il n'est pas proposé de suite à ce stade.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande n°3 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir l'attestation de requalification du groupe froid « PROFROID CH PDT », constitué du récipient BITZER n° 1186502834, dès réception et au plus tard sous 15 jours pour lui permettre de proposer au préfet la levée de la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 7 : Système de détection automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 01/07/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société LUNOR DISTRIBUTION est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'article 74.4 de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé <b>sous 9 mois</b> à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place un système de détection automatique incendie. Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• fait réaliser une étude préalable à la mise en place d'un système de détection automatique approprié aux risques et à l'activité des locaux <b>sous 3 mois</b> ;</li><li>• et met en service le système de détection automatique incendie approprié à l'activité des locaux <b>sous 9 mois</b>.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'installation de détection incendie mise en place. Les zones de production ne sont pas couvertes (notamment les autoclaves générant de la vapeur dans les locaux lors de leur ouverture) mais tous les stockages le sont (hors bâtiment de stockage de pommes de terre en vrac), ainsi que le hall de conditionnement et celui d'expédition, et les locaux abritant des transformateurs électriques. L'exploitant déclare que seules les zones identifiées à risque sont couvertes. De la détection linéaire de fumée est installée dans les zones de préparation et certains stockages, et des détecteurs de chaleur sont installés dans les autres locaux de stockage, notamment au-dessus des cellules de produits frais. L'examen de la présence de ces détecteurs sur le terrain a été mené par sondage. Il a été constaté que les détecteurs sont numérotés. Lors de la visite, la centrale de détection ne présentait pas de défaut ou de détection.  L'exploitant déclare que la détection dans l'atelier de frites précuites sera installée en avril 2026. Cette unité n'étant pas présente au moment du constat ayant généré la mise en demeure, il est considéré que l'arrêté de mise en demeure est respecté. L'inspection propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 8 : Bilan agronomique 2024**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epannage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société LUNOR DISTRIBUTION est mise en demeure, pour son établissement de LUNERAY, de respecter les dispositions de l'annexe sur la valorisation agricole de sous-produits et effluents liquides de l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé au cours de l'année 2024.  Cette prescription sera réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations

classées un bilan agronomique pour l'année 2024 conforme à l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008 susvisé.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 12 novembre 2025 le bilan agronomique de 2024. Lors de l'examen, il n'a pas été identifié de non-conformité à l'arrêté préfectoral du 7 avril 2008.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure est respecté. L'inspection propose au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure